

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

The Labor World



Le Monde Ouvrier

PATRONIZE OUR ADVERTISERS

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

Au Congrès des Métiers et du Travail

L'instruction publique du Québec y est l'objet d'une importante résolution.

La convention annuelle du Congrès des Métiers et du Travail du Canada s'est ouverte lundi dernier, à Vancouver, avec le cérémonial habituel.

Une autre résolution, et non des moindres, prie notre gouvernement provincial d'adopter l'instruction gratuite et obligatoire, d'éduquer lui-même tous les livres de classe et d'en effectuer, à prix coûtant, la distribution aux élèves.

Voilà, certes, des suggestions qui, si l'on y faisait droit, auraient les plus heureuses répercussions parmi la population de notre province et qui ne manqueraient pas, par ricochet, de relever, à l'extérieur, le prestige de ceux qui ont assumé la lourde obligation de nous gouverner.

Malheureusement, nos gouvernements, comme tous ceux de leurs pareils qui se respectent, s'emploient le moins qu'ils peuvent à éclairer utilement leurs administrés, craignant, apparemment tout au moins, qu'un peuple suffisamment instruit soit beaucoup plus difficile à bernier qu'un peuple endormi par le chloroforme de l'obscurantisme.

On objectera que notre budget de l'instruction publique s'accroît d'année en année, que des sommes considérables sont votées, chaque année, pour fins éducatives. Il faut convenir, en effet, que nous avons, disséminés par toute la province, de nombreuses écoles dont la plupart sont de véritables monuments. Mais il ne suffit pas de posséder des édifices spacieux, bien éclairés et non moins bien aérés, construits à la moderne et pratiquement incombustibles.

On objectera que notre budget de l'instruction publique s'accroît d'année en année, que des sommes considérables sont votées, chaque année, pour fins éducatives. Il faut convenir, en effet, que nous avons, disséminés par toute la province, de nombreuses écoles dont la plupart sont de véritables monuments.

Chaque année, on ne le sait aussi que trop, nos ministres, chefs avant tout soucieux de conserver le "pouvoir", écoutent les doléances des délégations ouvrières, les discutent par "pure condescendance", promettent vaguement "d'y voir", de prendre la chose "en considération", mais se gardent bien de faire quoi que ce soit pour hâter la réalisation des projets qu'on leur soumet.

Leur zèle paraît être tout autre, par contre, lorsqu'il s'agit de quelque "grosse affaire", de quelque projet important où certains d'entre eux sont susceptibles d'y trouver un intérêt qui n'a rien de commun avec ces spéculations économiques, politiques ou intellectuelles dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ne nourrissent pas suffisamment leur homme.

Nos politiciens de profession, comme ceux de tous les autres pays, craignent de faire la lumière autour d'eux. Ils tiennent mordicus à "briller" outre mesure par comparaison, pour ne pas dire, par contraste, et disputent, pied à pied, les quelques bribes de progrès que le peuple réclame de temps à autre, quand il lui reste quelques loisirs pour penser.

INTERIM.

AU PARADIS BOLCHEVIK

Le commissariat du travail de Moscou vient de publier son barème de salaires pour le mois d'août. Dans les régions les mieux rétribuées (Moscou et Petrograd), le salaire minimum mensuel doit être de 548 roubles, modèle 1923.

"Un maçon touche pour une journée de huit heures la valeur de 762 roubles. Un peintre en bâtiments touche pour une journée de travail la contre-valeur de 23 roubles, ou bien la récolte annuelle d'un demi-acre de terre enssemencée de maïs."

"Pour payer la journée d'un plombier, il faut nourrir, soigner et traire 14 vaches pendant le même laps de temps." Il paraît donc qu'il y a quelque chose de bon chez les maîtres capitalistes.

lutter contre les salaires exorbitants. Dans ce pamphlet nous trouvons les analogies suivantes:

"Un maçon touche pour une journée de huit heures la valeur de 762 roubles. Un peintre en bâtiments touche pour une journée de travail la contre-valeur de 23 roubles, ou bien la récolte annuelle d'un demi-acre de terre enssemencée de maïs."

"Pour payer la journée d'un plombier, il faut nourrir, soigner et traire 14 vaches pendant le même laps de temps." Il paraît donc qu'il y a quelque chose de bon chez les maîtres capitalistes.

On trouve facilement \$1,300,000 pour aller voir deux hommes se masser les faces, et, quand il s'agit du soulagement de l'humanité ou de l'avancement de la science, il est très difficile de trouver des souscripteurs. Drôle de nature, tout de même.

Echos de la Convention du Congrès, à Vancouver

La trente-neuvième convention annuelle du Congrès des Métiers et du Travail du Canada s'est ouverte lundi, le 10 septembre, à 19 heures du matin, à Vancouver, Colombie-Britannique.

En dépit de l'énorme distance, 300 délégués étaient présents à l'ouverture. Plusieurs résolutions furent adoptées, y compris celle demandant l'exclusion des Orientaux et le contrôle plus sévère de ceux qui sont déjà établis au pays.

D'autres résolutions visaient à obtenir l'adoption de lois plus sévères pour l'enregistrement des usines mues par la vapeur en Ontario, l'inspection de toutes les locomotives sur les chemins de fer du Canada; la nomination d'inspecteurs supplémentaires pour assurer la mise en force efficace de la loi des manufactures en Ontario, principalement dans les moulins à scie; l'abolition des aspergiers à peinture qui sont une menace pour la santé; l'abandon du service des tramways conduits par un seul homme, dans l'intérêt public; demande d'une loi d'assurance contre la maladie pour les travailleurs.

Une recommandation à l'effet de rendre obligatoire l'examen médical de tous les employés engagés à la préparation des aliments, fut aussi adoptée.

Une série de résolutions ayant trait à certaines violations de la loi du salaire raisonnable au canal Welland furent présentées par plusieurs unions intéressées, et renvoyées au comité exécutif avec instructions de réviser une résolution concernant tous les francs.

M. Gus. Frani, du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, présenta une résolution, qui fut adoptée, priant le Gouvernement de Québec de passer une loi rendant la fréquentation des écoles obligatoire, l'instruction gratuite et la fourniture des livres scolaires par le gouvernement, au prix coûtant, jusqu'à ce qu'il soit possible que la distribution soit faite gratuitement. La résolution demandait que tous les livres de classe soient uniformes dans la province, et que les personnes employées dans les manufactures, et qui ne savent ni lire ni écrire, soient obligés de suivre des cours du soir jusqu'à l'âge de 21 ans. La nomination d'un ministre de l'instruction publique est aussi demandée.

Une autre résolution demande au Gouvernement de Québec de rendre possible l'admission gratuite aux écoles techniques et polytechniques aux fils d'ouvriers qui ont du talent sans avoir les moyens de suivre ces cours.

La question de l'immigration des Orientaux souleva un vif débat. Le délégué Kavanagh, de Vancouver, préconise l'organisation des Chinois et des Japonais. Une phrase malheureuse qu'il lança dans la discussion le fit rappeler à l'ordre par le président, qui déclara qu'il ne tolérerait pas d'attaques contre l'intégrité et l'honneur des délégués à la convention.

Dans un discours bref et concis, M. Tom Moore fit remarquer que, quoique les délégués soient réunis pour l'étude des problèmes économiques canadiens, ils ne devaient pas négliger de s'occuper des problèmes, des progrès et des aspirations des autres nations. Avec les progrès de la science qui rapproche les peuples, annule les distances, nous ne devons pas ignorer que les événements qui se passent à l'étranger ont une certaine répercussion sur l'économie de notre pays.

Le Travail, au Canada, vient de passer une époque terrible. Il a eu à faire face à de sérieux problèmes, à l'opposition capitaliste.

liste, mais, en dépit de tout, il a fait des progrès.

Une résolution condamnant l'immigration en masse des moissonneurs a été présentée et adoptée. Le télégramme suivant fut envoyé au premier ministre W. L. Mackenzie King:

"Sur l'annonce officielle qu'approximativement 12,000 hommes ont été invités à venir au Canada travailler aux récoltes de l'Ouest, et que plusieurs ont été trouvés physiquement incapables d'un tel travail, un grand nombre n'ayant pu se procurer du travail aux conditions promises et s'étant dirigés vers les villes de l'Ouest où ils deviendront probablement une charge publique, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, réuni en convention, proteste énergiquement contre toute immigration en masse de cette nature, entreprise sans préparation pour assurer du travail à ces ouvriers durant les mois de l'hiver, et demande au Gouvernement fédéral de prendre la responsabilité de renvoyer dans leurs foyers les sans-travail ou leur procurer du travail."

D'autres résolutions adoptées demandent au Gouvernement d'Ontario d'amender la loi de compensation de manière que tous les ouvriers en tirent profit; demandant l'adoption d'une loi de compensation par le Gouvernement de Québec, en suivant l'exemple des autres provinces; demandant au Gouvernement de l'Ontario d'amender la loi des allocations aux veuves pour y inclure les veuves avec un enfant.

Aux séances de mardi, les délégués ont adopté une résolution tenant lieu de six autres figurant au programme et ayant trait aux heures de travail. Cette résolution recommande au Gouvernement fédéral d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, lorsque la chose sera nécessaire, afin de donner suite aux dispositions du traité de Versailles et aux recommandations du Bureau International du Travail, concernant les heures de travail et autres questions.

Le comité des résolutions a présenté une résolution résumant une foule d'autres de ce genre, traitant d'autonomie canadienne, de syndicats industriels et d'action politique, résolutions envoyées par Toronto, Edmonton, New-Westminster et par la Fédération du Travail de l'Alberta.

Elle se lit comme suit: "Ce congrès réitère son adhésion à la forme présente de l'organisation ouvrière, offrant le mécanisme nécessaire à la coordination plus étroite des syndicats de métiers internationaux, qui dans l'opinion de notre comité a si bien fonctionné et qui a contribué puissamment à améliorer les salaires et les conditions de travail des ouvriers, non seulement dans la Puissance du Canada, mais sur le continent américain."

Un communiqué publié cette semaine, annonce qu'un cours de l'importante conférence qui doit s'ouvrir à Saskatoon, le 29 septembre, on s'efforcera de réunir au Canada les 12,000 sujets anglais venus ici pour faire la moisson et d'en faire des colons.

Il est à présumer que ces moissonneurs d'occasion ne se feront pas trop presser pour rester au pays, où ils sont venus dans l'intention de s'établir, si les conditions leur conviennent. Mais, une chose certaine, c'est qu'ils ne s'établiront pas sur des terres. Déjà un grand nombre de ces moissonneurs sont dans les villes occupés à se chercher du travail ou en train de grossir les rangs des chômeurs. Les immigrants agriculteurs sont tous jours venus dans notre pays faire les récoltes, parfois, travailler sur la terre pendant quelque temps, et ils ont tous abouti dans les industries. L'immigration agricole (?) a toujours été la pourvoyeuse d'ouvriers industriels.

L'OUEST VEUT GARDER CES MOISSONNEURS

Un communiqué publié cette semaine, annonce qu'un cours de l'importante conférence qui doit s'ouvrir à Saskatoon, le 29 septembre, on s'efforcera de réunir au Canada les 12,000 sujets anglais venus ici pour faire la moisson et d'en faire des colons.

Il est à présumer que ces moissonneurs d'occasion ne se feront pas trop presser pour rester au pays, où ils sont venus dans l'intention de s'établir, si les conditions leur conviennent. Mais, une chose certaine, c'est qu'ils ne s'établiront pas sur des terres. Déjà un grand nombre de ces moissonneurs sont dans les villes occupés à se chercher du travail ou en train de grossir les rangs des chômeurs.

Les immigrants agriculteurs sont tous jours venus dans notre pays faire les récoltes, parfois, travailler sur la terre pendant quelque temps, et ils ont tous abouti dans les industries. L'immigration agricole (?) a toujours été la pourvoyeuse d'ouvriers industriels.

Le fait beaucoup de bruit pour rien. Car dans ses morceaux polyglottes, il y a trop de fausses NOTES!

DORVAL JOCKEY CLUB

AUTUMN MEETING 1923

From Tuesday, Sept. 11th to Tuesday, Sept. 18th

EVERY DAY:

HIGH CLASS PROGRAMME OF RACING

MUSIC BY THE BAND OF THE GRENADEIER GUARDS

(With kind permission of Brig. Gen'l F. S. Meighen)

Catering at the Club House by Kerhulu & Odiau

FIRST RACE:

1.45 p.m. standard time — 2.45 daylight saving time.

TRAIN ACCOMMODATION

Every day, two special trains going directly to the race course will leave C.P.R. Windsor Station at 12.30 and 12.50 p.m. standard time, returning to Montreal immediately after the last race. Extra train on Saturday at 1.05 p.m. standard time. For regular trains stopping at Dorval, on both the C.P.R. and the G.T.R., see local time tables. The regular C.P.R. train leaving Windsor Station at 2.15 p.m. will stop at Dorval during the meeting.

ADMISSION: \$2.00

(INCLUDING TAX, GRANDSTAND AND PADDOCK)

Children are not admitted.

Cette résolution a déclenché un long débat.

Le comité des résolutions a présenté deux résolutions, en remplacement d'un grand nombre d'autres semblables, la première relativement aux unions économiques et industrielles, et la deuxième, à l'action politique.

Les congressistes ont beaucoup parlé d'économie canadienne. La résolution traitant de l'action politique conseillait que l'autonomie politique fut laissée aux mains des partis politiques, attendu que le programme ou les principes de ce Congrès contiennent le résumé de la pensée du travail organisé durant toute la période de sa existence et de ses luttes, que ce congrès continue à agir en qualité d'organe législatif du travail organisé au Canada, indépendamment de toute organisation politique consacrant ses efforts à envoyer des représentants du peuple au parlement, aux législatures et autres corps électifs de ce pays.

Une partie de la résolution a été adoptée par 101 voix contre 53, après un débat qui prit une bonne partie de la journée. L'autre partie, traitant de l'action politique, a été renvoyée au comité.

M. Parm. Pettipiece, de Vancouver, est en faveur d'un mouvement politique actif. "Les intérêts des employeurs contrôlent le Canada, et aussi longtemps que cet état de choses continuera, nous ne devons pas nous attendre à obtenir grand chose. Les ouvriers canadiens devraient suivre l'exemple de leurs camarades de Grande-Bretagne."

Le délégué Ken Brook, de Toronto, a protesté parce que, selon lui les résolutions du comité ne remplacent pas les sept résolutions originales. Le temps est venu de changer nos méthodes d'unionisme; le Congrès devrait avoir des pouvoirs plus étendus.

Selon le délégué Campbell, d'Edmonton, l'unionisme industriel détruirait le trade-unionisme et créerait des dissensions entre les ouvriers canadiens et américains. "Ce n'est pas l'unionisme industriel dont on a besoin, dit R. Hewitt, de Calgary, c'est plutôt un esprit de coopération plus large."

Le délégué Bruce, de Toronto, dit que les résolutions originales sentent le communisme de la Russie. Avant l'ajournement, furent adoptées des résolutions déplorant les injonctions accordées en temps de différends ouvriers et demandant que le code criminel soit amendé de manière à permettre la surveillance pacifique des usines et ateliers par les grévistes, que le gouvernement abolisse les ordres pour l'entraînement militaire ou naval et que le Congrès proteste contre l'emploi de la force armée dans les différends industriels.

Dans l'édition de la semaine prochaine, nous donnerons la suite du rapport des séances subséquentes.

LOYD GEORGE SERA ICI LE 6 OCTOBRE

Sir Alfred Cope, qui est venu au Canada pour faire les arrangements nécessaires à la visite de Lloyd George au Canada, a déclaré que ce dernier arriverait à Montréal le 6 octobre au soir, via New York. Il fera la traversée à bord du "Mauretania".

Lloyd George est venu en notre pays pour la dernière fois il y a vingt-cinq ans et il désire se documenter sur place sur les progrès accomplis par le Canada depuis cette époque.

LE CONCERT EUROPEEN

Dans les concerts qu'on aime à suivre, On entend, droits et charmants, Sa concert les instruments, A cordes, en bois et de cuivre. Nul exécutant ne se livre A des désaccords alarmants, Tous s'entendent à tous moments, Et leur musique nous enivre!

Mais le concert européen N'obtient pas d'effets identiques Des instruments diplomatiques. Il fait beaucoup de bruit pour rien, Car dans ses morceaux polyglottes, Il y a trop de fausses NOTES!

CAISSE DE BIEN ETRE DES MINEURS EN GRANDE BRETAGNE

Cette caisse a été organisée en Grande-Bretagne en vertu du Mining Industry Act de 1920. Elle est alimentée par une contribution d'un penny par tonne prélevée sur le rendement de houille, à obtenu l'appui entier des patrons et des travailleurs de l'industrie minière. Dans les années normales, la contribution produit un revenu annuel dépassant un million de livres sterling. Le comité central de la caisse, qui est autorisé à dépenser un cinquième du revenu annuel pour des œuvres dont bénéficie l'industrie entière, a entrepris de précieuses travaux de recherches sur les conditions de travail dans les mines profondes où la température est élevée et sur la lutte contre le danger résultant de la poussière de charbon et d'autres causes d'explosions, et a d'une manière générale travaillé à assurer aux mineurs une plus grande sécurité. Les comités locaux formés dans chaque région houillère, qui contrôlent la dépense de quatre cinquièmes des fonds, ont établi des centres d'hospitalisation et de soins des malades, des instituts d'entraînement technique, et des terrains publics de récréation et de jeux.



A Travers la Presse

L'UNION DES POMPIERS

Le débat qui a eu lieu au conseil municipal, sur la proposition de faire parader nos pompiers devant les membres de l'Union internationale réunis en congrès à Montréal, a forcé le président de la commission exécutive de sortir de ses retranchements et de définir nettement son attitude, qui en est une d'opposition absolue à l'union de la police ainsi que des pompiers.

L'échevin Brodeur a donné à sa déclaration de principes la forme d'un syllogisme: il admet que les ouvriers forment des syndicats, pour leur protection et afin de pouvoir renforcer leurs revendications par la grève; mais les policiers et les pompiers n'ont pas le droit de se mettre en grève; donc les pompiers et les policiers n'ont pas le droit de se constituer en union.

Il n'est pas sûr que l'on puisse nier absolument aux pompiers et aux policiers le droit de faire une grève. Mais à Montréal, c'est l'opinion de la grande majorité des contribuables, de sorte que, en entrant dans ces deux services, on pourrait soutenir que ces humbles fonctionnaires renoncent tacitement à ce droit, s'il en existe.

Mais même si l'on nie ce droit, le syllogisme du président de l'exécutif ne tiendrait encore que si la grève était l'objectif principal des unions. Or, ce n'est pas le cas.

Or, la grève n'est pas du tout un objectif des syndicats ouvriers ou de fonctionnaires. Elle n'y entre en pratique que par accident. On a vu des groupes d'ouvriers se mettre en grève quoiqu'ils ne fussent pas organisés en union, comme on voit des unions ouvrières très solidement organisées et qui ont rendu d'inappréciables services à leurs membres quoiqu'elles n'aient jamais fait de grève. Avec notre administration transieure, par exemple, on peut aisément concevoir que le personnel d'un de nos services municipaux, même sans être organisé en union, devienne pris d'un tel dégoût qu'il cesse le travail. De sorte que l'absence d'une organisation syndicaliste ne nous met pas absolument à l'abri d'une grève, tandis que l'union n'est pas davantage en soi une menace de grève.

Le danger de grève dans les services municipaux peut plutôt surgir de la maladresse de nos administrateurs et de leur traitement souvent arbitraire des fonctionnaires publics.

Une parole des pompiers est un spectacle que nous offrons avec empressement au premier étranger qui en manifeste le désir et qui la plupart du temps n'y entend goutte.

C'est un spectacle qu'il conviendrait d'offrir à des pompiers d'autres villes d'Amérique qui sont des experts.

En le refusant, le conseil municipal, inspiré par l'échevin Brodeur, fait une insulte à ces représentants des villes américaines, qui tous s'en font une pensée de cet affront et diront à leurs concitoyens que Montréal ne vaut pas la réputation qu'on lui a faite, que Montréal n'est pas une ville hospitalière, que Montréal n'est qu'une ville à demi civilisée.

Mais pouvions-nous attendre autre chose des hommes qui sont à la tête de notre exécutif municipal?

Il est heureux que nous devions avoir dans quelques mois des élections. Quelque changement que fassent à cette occasion les contribuables, ce ne pourra être que pour le mieux.—Le Patriote.

LEUR AFFAIRE

L'un de nos confrères de la province voisine, un prohibitionniste endurci, déclare qu'il est de notre devoir de coopérer avec la république amie pour faire observer une loi passée par elle.

Mais nous croyons que nous n'avons rien à voir là-dedans, qu'il ne nous appartient pas d'établir sur notre territoire une police pour faire observer une loi à laquelle nous sommes parfaitement étrangers.

Ce sont plutôt les Etats-frontière qui doivent assumer la responsabilité de faire observer cette loi américaine, adoptée par les Etats-Unis et votée par la majorité des Etats de la république voisine.

C'est un mauvais principe que de nous demander de faire observer une loi étrangère et notre confrère peut expliquer difficilement son attitude quand il nous demande d'assumer cette tâche.

Les Etats-Unis ont voté cette loi; c'est à eux d'en subir les conséquences; et s'il y a de la contrebande faite, c'est aux autorités américaines d'y mettre un frein, comme elles pourraient aussi faire cesser la fabrication de mauvais alcool qui empoisonne leur nation.—Le Canada.

IL NE FAUT PAS COMPLICQUER LE PROBLEME DU CHOMAGE

Que quelques millions d'Européens soient prêts à émigrer et à venir tenter fortune au Canada et en Amérique, c'est admissible. L'Angleterre nous enverra des centaines de mille de ses chômeurs, des régiments de jeunes Irlandais qui n'ont rien à faire chez eux, depuis la fin de la guerre civile, se sentent attirés par notre pays et peut-être encore plus par les Etats-Unis. L'Ecosse continue à se dépeupler. C'est de tous les pays britanniques celui où l'on émigre le plus. On calcule que depuis deux mois douze mille Ecossois sont venus au Canada. Combien y demeureront et ne le quitteront pas pour passer aux Etats-Unis?

L'immigration a joué un rôle prépondérant dans la croissance industrielle des Etats-Unis et du Canada. Mais toute immigration ne vaut que dans la mesure où elle n'est pas une cause de déséquilibre national. Les Etats-Unis l'ont reconnu depuis longtemps et c'est pourquoi ils ont posé une limite au nombre d'immigrants qui peuvent, chaque année, s'établir chez eux. Le même principe a été reconnu par plusieurs dominions britanniques quand ils ont protesté contre l'immigration asiatique. A venir jusqu'à la guerre, nous avons reçu des centaines de mille immigrants. Le travail était abondant chez nous et nous pouvions facilement donner du travail à ceux qui demeuraient au Canada. Mais la situation n'est plus la même. Le travail n'abonde plus. Loin de là; nous n'en avons même plus suffisamment pour nos ouvriers. Croit-on que ce serait une saine politique que d'inviter chez nous les chômeurs d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande? Le problème du chômage est déjà assez grave dans notre pays sans le compliquer davantage.—Le Nouvelliste.

L'immigration a joué un rôle prépondérant dans la croissance industrielle des Etats-Unis et du Canada. Mais toute immigration ne vaut que dans la mesure où elle n'est pas une cause de déséquilibre national. Les Etats-Unis l'ont reconnu depuis longtemps et c'est pourquoi ils ont posé une limite au nombre d'immigrants qui peuvent, chaque année, s'établir chez eux.

Le même principe a été reconnu par plusieurs dominions britanniques quand ils ont protesté contre l'immigration asiatique. A venir jusqu'à la guerre, nous avons reçu des centaines de mille immigrants. Le travail était abondant chez nous et nous pouvions facilement donner du travail à ceux qui demeuraient au Canada.

Mais la situation n'est plus la même. Le travail n'abonde plus. Loin de là; nous n'en avons même plus suffisamment pour nos ouvriers. Croit-on que ce serait une saine politique que d'inviter chez nous les chômeurs d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande? Le problème du chômage est déjà assez grave dans notre pays sans le compliquer davantage.—Le Nouvelliste.

La Porte ouverte à l'Immigration

L'hon. J. A. Robb, ministre de l'Immigration, a annoncé mardi dernier, sa nouvelle politique d'immigration. "Avec la certitude d'une abondante récolte, qui dans l'ouest du Canada dépasse toutes celles des années précédentes et la perspective de temps meilleurs, non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour les autres industries," dit le ministre, "on trace des plans pour la saison prochaine dans l'expectative que l'immigration vers le Canada accusera une augmentation marquée."

"Les règlements restrictifs qu'on a jugés nécessaires durant la période de reconstruction, règlements dont la plupart ont été abrogés, ont jeté dans l'esprit d'un grand nombre de gens à l'étranger des doutes au sujet de l'accueil qu'ils recevraient au Canada et de leur capacité de se conformer aux conditions posées. On croit que le moment est venu d'élargir les cordes en vue d'encourager l'immigration du plus grand nombre possible de ces classes que le Canada peut maintenant absorber."

Le ministre rappelle qu'il est des immigrants qui ne conviennent pas au Canada, à cause de leurs défauts physiques, moraux ou sociaux ou parce qu'ils appartiennent à des races qui ne peuvent être assimilées sans détriment économique ou social pour le Canada, mais qu'il y en a en Grande-Bretagne et dans l'Europe continentale qui constitueraient un actif pour le Canada si on pouvait leur trouver de l'emploi. Mais c'est la qualité et non la quantité dont le Canada a besoin. L'immigration britannique doit tenir la première place dans le programme. Il faudra, dit le ministre, tenir compte de la capacité physique, industrielle et financière des aspirants immigrants. Le Canada a le plus besoin de ceux qui veulent aider au développement de l'agriculture. Bien que le capital soit essentiel à la colonisation, son absence ne fermera pas la voie à la prospérité à ces vaillants colons. La porte sera ouverte à ces immigrants.

Cette déclaration de l'honorable J. A. Robb, préconisant la politique de la porte ouverte en matière d'immigration, a été immédiatement suivie d'une conférence entre les représentants des compagnies de transport maritime et territorial. Ces compagnies sont prêtes à donner toute leur coopération au gouvernement canadien. Toutes, elles se plaignent du fait que le Canada n'a jamais essayé sérieusement d'accueillir l'immigration anglaise.

Cette plainte se trouve appuyée par le fait que la balance de ceux qui arrivent et de ceux qui nous quittent ne nous est pas favorable. Pour les douze mois qui se sont terminés en juillet 1923, la somme des effets des colons qui sont entrés au Canada est de \$6,619,829, tandis que la somme des effets de colons qui ont quitté le pays est de \$9,327,657, la plupart ayant pris la route des Etats-Unis. Il est entendu maintenant que l'on admet au pays tous ceux qui sont "physiquement et moralement sains". L'on craint beaucoup, cependant, dans les milieux ouvriers, que la déclaration sensationnelle de l'hon. M. Robb produise un effet déprimant dans les villes où la surabondance de main-d'œuvre pourrait créer une situation embarrassante, l'hiver prochain, le nombre des chômeurs étant encore considérable dans plusieurs endroits. Il ne faut pas oublier, lorsqu'on parle d'immigration agricole, qu'on se base sur des données plus ou moins exactes. Tous les immigrants agricoles qui nous sont venus jusqu'à aujourd'hui, se sont d'abord établis sur des terres ou comme ouvriers fermiers, mais aussitôt le terme de leur engagement arrivé, ils se sont dirigés vers les villes pour ne plus retourner à la campagne. Tous les Européens, en général, sont des ouvriers de métier qui, pour arriver plus facilement dans ce pays, font le sacrifice de quelques mois consacrés à l'agriculture. A la première bonne occasion qui se présente, ou qu'ils suscitent, ils vont respirer l'air des villes.

Ouvriers organisés, ayez toujours présent à l'esprit qu'il se fabrique des cigares d'union à Montréal. Fumez le cigare "Cooperative".

Prenez la bonne habitude...

—de faire vos achats à nos magasins: vous serez sûrs d'y trouver toujours les marchandises que vous désirez, de les obtenir de premier choix et d'en payer les plus bas prix.



LE MAGASIN DU PEUPLE RUBS ST-CATHERINE, ST-ANDRE ET ST-CHRISTOPHE

L'arôme unique du

THE "SALADA"

qui charme tant de millions de personnes qui en font usage d'habitude, est dû à la fraîcheur et à l'incomparable qualité de la feuille. Essayez le "Salada" une fois, c'est ne plus vouloir ensuite d'autre thé.

Les Patrons et les Mineurs

ont signé un Contrat de 2 ans

La grève des mineurs d'anthracite est virtuellement finie, quoique le travail ne doit pas reprendre avant le 19 courant. Comme il devait nécessairement arriver, l'accord est la résultante d'un compromis. Les propriétaires de mines et les mineurs qui se montrèrent au début inconciliables, déclarant ne pouvoir céder sur aucun point, ont fini par se faire des concessions mutuelles.

fixés d'après une méthode arriérée, établis au hasard et parsemés d'injustices. Le contrat adopté prescrit qu'une enquête sera faite et devra être terminée d'ici un an, et que le rapport devra être soumis à une conférence des deux parties. Si certains salaires sont modifiés au cours de cette enquête, le changement sera fait à la date fixée par le conseil.

Les différentes filiales de la Fédération des Mineurs dans les trois districts de l'anthracite, se préparent à tenir une série d'assemblées où ils énonceront leurs vœux à la conférence de lundi, à Scranton, afin de ratifier le nouveau contrat conclu la semaine dernière.

ANNUAIRE LEGISLATIF DU CONSEIL DU TRAVAIL DE WINNIPEG

L'Annuaire législatif récemment publié par le Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg est un précieux ouvrage de référence sur la question de la législation ouvrière actuelle dans la province de Manitoba, et aussi sur la législation du parlement du Dominion sur les sujets se rapportant à l'industrie. Tandis que la publication est destinée d'abord à l'usage des membres des unions de la province, à qui on conseille d'étudier les diverses lois ouvrières afin de se familiariser avec les statuts qui les affectent le plus directement dans leur vie de chaque jour, le résumé préparé avec soin qu'elle contient devrait être utile au cercle qui s'intéresse aux sujets industriels et sociaux. Sa production a été rendue possible par l'appui donné à l'entreprise par les hommes d'affaires et les hommes de professions de la ville, et la préface reconnaît entièrement cette obligation. Des résumés complets et dans beaucoup de cas le texte complet sont donnés de nombreuses lois provinciales d'intérêt spécial pour les patrons et les employés, ces lois comprenant la Loi du Bureau du Travail, la loi des fabriques, la loi réglementant les ateliers, la loi des chaudières à vapeur, la loi des accidents du travail, la loi du salaire minimum, la loi des différends industriels, la loi des accenseurs, la loi des allocations aux mères, la loi des édifices publics, la loi des privilèges d'ouvriers, et beaucoup d'autres lois qui sont fréquemment discutées. Dans la partie qui traite de la législation ouvrière fédérale, des renseignements complets sont donnés sur la loi criminelle relative aux conditions commerciales, au "briquetage", etc., sur la loi des traductions, la loi de conciliation et du travail, la loi du Ministère du Travail, la loi des Enquêtes en matière de Différends industriels, la loi de coordination des bureaux de placement, la loi de l'enseignement technique, la loi relative aux justes salaires, et beaucoup d'autres mesures traitant des sujets qui tombent sous la compétence législative du parlement du Dominion. La publication se termine par une notice sur le Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg, donnant un résumé de ses activités depuis son organisation en 1894.

Si le congrès des trois districts ratifie le contrat conclu par les mineurs et les patrons, les mines rouvriront le 19 septembre. Le nouveau contrat sera signé par les mandataires des deux parties à Harrisburg, mais les chefs syndiqués affirment qu'il n'est pas nécessaire que le contrat ait été formellement signé pour que le travail reprenne dans les mines.

Le nouveau contrat suit les grandes lignes indiquées par le gouvernement Pinchot. Il accorde une augmentation de salaires générale de dix pour cent, établit la journée de huit heures et reconnaît les syndicats ainsi que les principes du contrat collectif. Le "check-off system" système par lequel les patrons retiennent sur le salaire des mineurs les cotisations à payer au syndicat pour les payer eux-mêmes, ne faisait pas partie du plan du gouvernement Pinchot, et ne se trouve pas incorporé dans le nouveau contrat.

Le document prévoit une révision des échelles de salaires. Il contient de nouvelles dispositions concernant le règlement des griefs par l'intermédiaire du tribunal de conciliation et un établit de nouveaux pour les nouvelles sortes de travail. La clause 11 du contrat stipule qu'aucun contrat individuel ne sera conclu avec des employés à des taux moindres que ceux prévus par les échelles de salaires adoptées ou qui ne sont pas conformes à la coutume. Une autre clause, présentée par les patrons, dit que la clause 11 ne devra pas être interprétée de manière à changer les méthodes d'extraction.

On lit aussi une recommandation faite par le gouvernement Pinchot que le conseil d'arbitrage soit autorisé à étudier les salaires dans les mines d'anthracite. Le gouvernement, dans un discours aux négociateurs, a déclaré que les salaires étaient

L'ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE ET LE SOCIAL SERVICE DE L'ONTARIO

Un rapport préparé par le comité sur la vie industrielle du Social Service Council de l'Ontario, qui a été présenté, mais n'a pas été lu, à la dernière réunion annuelle du conseil, traite des problèmes résultant du chômage. L'assurance contre le chômage sous le contrôle ou la surveillance du gouvernement, est recommandée comme le seul remède possible à part la charité. Les plans pour l'établissement de cette assurance, cependant, ne peuvent être considérés qu'en rapport avec un plan général en vue d'améliorer la prospérité industrielle qui rendrait l'emploi régulier, de sorte que les seuls cas qui résulteraient après que l'industrie a été établie sur une bonne base auraient besoin d'être traités par le moyen de l'assurance. "L'assurance contre le chômage", dit le rapport, est tout au plus un palliatif et non une cure, du mal contre lequel elle est dirigée. Aucun système d'assurance adopté jusqu'ici qui ne se soit entrepris de pourvoir entièrement aux besoins du travailleur et de ses dépendants pendant qu'il est sans ouvrage. Le moins qui puisse être fait pour l'assurance est de mettre le travailleur à l'abri de la misère absolue pendant qu'il est sans ouvrage. Mais un système qui ferait cela, et qui le ferait sans les effets démoralisants de l'aumône, vaudrait la peine d'être essayé. L'accumulation, sous le contrôle ou la surveillance du gouvernement, en temps de prospérité industrielle, d'un fonds qui serait disponible en temps de dépression, pour le soulagement d'une manière systématique, des sans-travail, semble donc une nécessité.

POURQUOI DORT-ON ?

On peut établir en fait que le sommeil est dû à une intoxication, mais il s'agit de montrer comment la cellule cérébrale, la plus sensible de toutes, est influencée par ces poisons qui résultent du fonctionnement normal de nos organes et par quel mécanisme elle obtient cette rupture des relations avec le monde extérieur qui constitue l'essence même du sommeil.

C'est une cellule bien particulière et qui offre une complexité très remarquable. Son corps cellulaire est, en effet, complété par des appendices faits de protoplasma comme lui-même et qui sont de deux ordres. Les uns, ramifiés, forment un "chevelu" semblable à celui que nous montrons dans les plantes la terminaison des racines, semblable au réseau de pseudopodes anastomisés de beaucoup d'être unicellulaires. D'autre part, un autre prolongement protoplasmique, plus marqué, plus droit, le plus grand du temps un peu, constitue ce que l'on appelle le "cyllindrace". Ce curieux ensemble a reçu le nom spécial de "neurone".

L'influx nerveux, cette chose un peu mystérieuse que l'on peut comparer à un courant électrique, entre dans le neurone par le cheveu et en sort par le cyllindrace. D'où vient-il d'un neurone voisin; où va-t-il? à un autre neurone. Ce passage lui est possible parce que le cyllindrace est, à l'état d'activité, en contact avec le cheveu du neurone immédiatement proche. Ainsi, par suite de petits appareils reliés entre eux par leurs prolongements, l'influx nerveux déclenché, par exemple, par un phénomène sensoriel (vue, audition, contact, etc.) arrive aux cellules centrales et, par un circuit semblable, celles-ci transmettent la réponse sous forme d'une incitation qui, de proche en proche, gagne les organes (les muscles, si l'on veut) qui doivent être mis en action.

Figurons-nous maintenant que, sur un point quelconque, le circuit soit interrompu. En matière d'installation électrique, nous savons que c'est l'arrêt du courant; en physiologie nerveuse, le résultat est identique. L'influx ne passe plus. Du coup, les excitations extérieures, sensorielles notamment, ne sont plus transmises.

Notre organisme peut encore, sous des causes diverses, fabriquer des substances toxiques ayant sur les prolongements du neurone la même action que les lésions du fonctionnement normal. Cette fois c'est le sommeil qui se montrera à une heure où il n'a que faire. Un repas trop copieux entraîne parfois une conséquence de ce genre et certaines personnes qui digèrent difficilement se transforment ainsi en fabricants de poisons et dorment après avoir mangé.

Dans certaines maladies, ce sont encore sans doute, des substances inhibitrices de même catégorie qui entretiennent, par un mécanisme analogue, un état de somnolence presque constante. Il est ainsi dans la maladie du sommeil, dans l'encéphalite léthargique, dans les infections graves. Quelques physiologistes ont fait intervenir, en pareil cas, l'existence d'un centre cérébral spécial dont l'atteinte déterminerait ces somnolences anormales.

Restent les rêves. Si nous savons que les neurones, ayant rétréci leurs prolongements protoplasmiques, ne sont plus en communication avec le monde extérieur et ne ressentent plus ses incitations, on peut penser que l'isolant de chacun d'eux n'est pas rigoureusement parfait. Il persisterait dans certains territoires cérébraux, des connexions entre groupes voisins et il en resterait d'autant plus que le sommeil est moins profond, que l'action toxique des déchets est moins intense. Cela expliquerait cette particularité que les rêves se montrent surtout lorsque nous dormons légèrement et de préférence au matin, alors que le cerveau commence à se débarrasser de ses résidus inhibiteurs. Entre ces neurones resté en contact, il se fait donc un échange et les idées du dehors faisant défaut, il ne reste plus que les sensations émoussées qui puissent entrer en jeu. Si l'on analyse les rêves, on s'aperçoit, en effet, qu'ils sont toujours déterminés par des souvenirs. — Dr Henri Bouquet.

Coup de Matraque de nos Echevins

Par un vote de 20 à 11, nos échevins se prononcent, cette semaine, contre l'existence d'une union internationale dans le service de la sûreté, comprenant la division de la police et des pompiers. Une commission échevinale, composée de MM. les échevins Brodeur, Des Roches, Bédard, Tureot, O'Connell, Sansregret, Lalonde, Vaillancourt, Quintal, Gareau, Vandele, Jacobs, Carmel, Gendreau, Savard, Rié, Gabias, Bray et Trépanier, était chargée au cours de l'été dernier de faire une étude d'une résolution de la Fédération des employés municipaux, qui menaçait de déclencher la grève, si elle n'obtenait satisfaction.

Cette commission fit rapport au conseil comme suit: "Que, après mûre délibération, (1) votre commission se déclare opposée à l'union de la police, telle qu'elle existe actuellement; (2) votre commission est d'opinion qu'aucune fédération des employés municipaux ne doit exister en ce qui concerne les membres du corps de police, des pompiers et les membres du département de l'aqueduc; la commission n'a cependant aucune objection à l'existence de l'association de bienfaisance de la police, de celle des pompiers, et d'une autre semblable dans le département de l'aqueduc."

Signé par MM. les échevins J. A. Savard, D. Gendreau, J. W. Rié, J. A. A. Brodeur, Victor Carmel, H. A. Quintal, J. H. Bédard, A. A. Des Roches, Napoléon Tureot, T. O'Connell, le 21 juillet 1922.

Ce rapport était adopté par le conseil municipal, un mois et demi plus tard; 23.—L'ordre du jour étant lu pour prendre en délibération un rapport de la Commission spéciale à laquelle une communication de la Fédération des employés municipaux de Montréal a été transmise, soumettant une certaine résolution, le rapport suivant est soumis et lu:

"Sur proposition de l'échevin Sansregret, appuyé par l'échevin Savard, il est résolu que ledit rapport soit adopté." Cette semaine, l'échevin Sansregret propose "que le comité exécutif soit prié de donner les instructions nécessaires pour qu'une parade et une démonstration du fonctionnement des appareils de la brigade des incendies aient lieu sur le champ de Mars, au bénéfice de l'Association des pompiers d'Amérique, qui vient actuellement un congrès dans notre ville." A peine cette résolution est-elle lue que le conseil se divise en deux camps. Le clan du maire a attaché le gilet.

L'honorable M. Martin professe à nouveau, comme il l'avait fait à une séance de la convention de l'Association des pompiers d'Amérique, sa foi au crédo des unions ouvrières dont il fait partie depuis 35 ans. Il rappelle qu'il y a quatre ans, les pompiers et les policiers sont venus lui demander de se constituer en union. Il les encourage. Il leur fit remarquer que leurs corps faisaient abstraction des autres unions, car ils avaient à protéger la vie des citoyens et à sauvegarder la propriété. Ces unions doivent exister et de jour en jour, elles deviendront plus fortes, à la grande satisfaction du public. L'union est la base de la civilisation. Il fit remarquer que les pompiers sont les fidèles serviteurs de la protection des vies humaines. Les pompiers ont le droit d'être constitués en union, tout comme les avocats ont une association du Barreau, les notaires une Chambre, et les manufacturiers une association. Le capitaliste ne peut marcher sans l'ouvrier, et dans beaucoup de cas le capitaliste serait réduit à rien s'il n'avait pas la main-d'œuvre. Tout récemment, dit-il, on a commencé une campagne pour détruire les droits qu'ont les pompiers et les policiers de faire respecter leurs revendications.

Le représentant de Sainte-Marie dit à son tour qu'il y a un quel'un de plus haut placé que l'administration municipale et que ce quel'un s'est prononcé en faveur des unions, sinon en faveur des unions internationales. Et ce quel'un, c'est le pape. Au reste, ce serait manquer de courtoisie que de voter contre la résolution proposée. Que diront les congressistes de retour dans leur pays? Les représentants de Delormier et de Mercier tiennent à peu près le même langage. Les adversaires de la résolution avaient à leur tête l'échevin Brodeur. Seul contre ses adversaires, le représentant de Ville-Marie a défendu sa cause. Le conseil municipal se doit de rester fidèle à sa politique de l'an dernier vis-à-vis les unions internationales dans le service de la sûreté. En votant en faveur de la résolution Sansregret, les échevins manqueraient à leur parole, puisqu'il s'agit de reconnaître l'Association internationale des pompiers d'Amérique. L'échevin Brodeur se défendit aussi contre les insinuations du maire de vouloir désorganiser les unions ouvrières. Il rappelle qu'il s'est déjà prononcé en faveur de ces unions et il réitéra cette affirmation. Il ajoute cependant qu'il a toujours été contre et qu'il ne sera jamais en faveur d'unions dans le service de la Sûreté, parce que pompiers et policiers sont les serviteurs du peuple et qu'ils n'ont pas le droit de se mettre en grève, seule arme des unions affiliées. Au reste, il n'y a qu'à Montréal où il y a des unions dans ces divisions de la Sûreté. Ce sont les citoyens qui doivent conduire et l'on ne peut maintenir des unions qui pourraient enfreindre la discipline.

Le vote s'est partagé 20 contre 11. Ont effectivement voté en faveur des unions internationales dans le service de la Sûreté, division des pompiers: MM. les échevins O'Connell, Rubenstein, Elie, Hushion, Brodeur, Bédard, Creelman, Shaw, Desroches, Daoust, Gendreau, Trépanier, Rié, Angrignon, Rochon, Gareau, Tessier, Drummond, Jarry, Seybold.

N'ont pas voulu voter la parade et la démonstration: MM. les échevins Tureot, Vandele, Jacobs, Sansregret, Langlois, Emond, Quintal, Gabias, Lalancette, Lalonde et Vaillancourt.

ASSOCIATION INTERNATIONALE CONTRE LE CHOMAGE

Une réunion générale de l'Association internationale contre le chômage a été tenue à Luxembourg les 9, 10 et 11 septembre. M. Neil Reuter, Ministre d'Etat et Président du Grand Duché de Luxembourg agissait en qualité de Président honoraire. Les sujets suivants ont été mis à l'ordre du jour pour être discutés: 1) Réorganisation de l'Association; 2) Émigration et la colonisation de sans-travail à l'étranger considérées comme un remède au chômage; 3) Les relations entre les indemnités de chômage et le développement des possibilités d'emploi; 4) Le problème du chômage parmi les travailleurs intellectuels (travailleurs professionnels et techniques, fonctionnaires renvoyés, etc.); 5) Direction professionnelle en rapport avec les besoins du marché du travail.

Cette association fut fondée en 1910 à la suite d'une conférence internationale tenue à Paris. Immédiatement après la guerre, elle se composait de dix-sept sections nationales et d'une section internationale composée d'autres organisations internationales intéressées dans la prévention du chômage, et comprenant des représentants des gouvernements de neuf Etats souverains, de 30 Etats, provinces et départements, de 130 municipalités et de nombreuses institutions locales ayant en vue la prévention du chômage, d'associations de travailleurs et d'employés, ainsi que d'individus éminents dans la science et la politique.

LE BAIL ANNUEL

Au sujet de la question des loyers, on nous apprend que le "Real Estate Board", du "Montreal Board of Trade", proteste contre le fait que le conseil municipal voudrait faire adopter une proposition à l'effet que tout locataire aurait le droit de quitter son logement, après avis de deux mois, et dans certaines autres conditions stipulées par un comité municipal, à la tête duquel se trouve l'échevin Léon Trépanier.

DO NOT BE IMPOSED UPON!

No shoes are Union Made, under our Fair Arbitration contract, except those having this stamp. INSIST upon having them for The Whole Family.

BOOT & SHOE WORKERS' UNION LOCAL 246 SUMMER STREET, BOSTON, MASS. COLLIS LOVELY, President. CHARLES L. BAINE, Sec.-Treasurer.

VOTE AGAINST PROHIBITION!

Personal Liberty IN CHOOSING WHAT YOU WILL DRINK! Ask for this label when purchasing Beer, Ale or Porter. As a guarantee that it is Union Made

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario St. East. President, J. T. Foster. Sec.-Treasurer, G. S. East. Cor.-Secretary, Gus. Francey, 11 St. Paul St. West.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER, No. 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, salle de l'Union du Commerce, 149 rue St. Jacques. Sec.-Treasurer, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

UNION DES RELIEURS, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à 8 heures p.m., au No 235, rue Beaudry, à 8 h 30 p.m. Président, Albt. E. Henderson, 694 rue St-Vallier; Sec. Trésorier, Jos. Pelletier, 694 rue St-André. Téléphone: Est 845.

BICKERS, MASONS AND TILE LAYERS' UNION LOCAL 104. — Assemblée le 2e et 4e mardi de chaque mois, à 8 heures p.m., au No 235, rue Beaudry, à 8 h 30 p.m. Président, Albt. E. Henderson, 694 rue St-Vallier; Sec. Trésorier, Jos. Pelletier, 694 rue St-André. Téléphone: Est 845.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS D'HAUTE COUTURE. — Assemblée de chaque mois, à 8 heures p.m., au No 417, rue Ontario Est. Président, J. B. Roy; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

LOGE SAINTE-MARIE No. 234 DE LA FRATERNITE DES WAGNONNIERS DES VOIES FERRÉES D'AMÉRIQUE. — Assemblée le 1er et 3e vendredis de chaque mois, au No 417 rue Ontario Est. Président, J. B. Roy; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

FRATERNITE UNIE DES CHARRIERS, TIEUX-MENUISIERES D'AMÉRIQUE LOCAL 134. — Fortuna Donet. Président, H. Bégin; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

UNION No. 158 DES CHARRIERS, LOCAL 158. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures, à leur salle, 2420 Ontario Est, Maltonne. Président, J. A. Gauthier, 48 St. Germain, vice-président, Jos. Letendre, Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES DECORATEURS, LOCAL 349. — Assemblée tous les lundis à 8 p.m., 417 Ontario Est. Président, C. Langlois, 533 Montcalm; Vice-président, Ed. Dufort. Sec.-Treasurer, A. Huot, 614 Mettina; Sec.-Fin., G. Gauthier, 44 Avenue. Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

BOOT AND SHOE WORKERS, No. 206. — Meets every Wednesday at 8 p.m., 243 Maltonne St. President, H. Deha, Sec. Trésorier, 245 des Erables; Fin. Secretary, and business agent, Chas. McKeen, 243 Maltonne St., Garesau Hall.

PROTECTION DES APPRENTIS DANS L'ONTARIO. Une ordonnance récente de la Commission du salaire minimum de l'Ontario amende les ordonnances déjà en vigueur en ajoutant à chaque ordonnance la stipulation que les règlements s'appliquent non seulement aux travailleuses à temps fixe, mais à toutes les travailleuses aux pièces pendant les six premiers mois de leur emploi dans l'industrie affectée, mais que, pour ce qui concerne les travailleuses aux pièces ayant plus de six mois d'expérience, il suffit qu'elles aient au moins 80 pour cent d'elles elles reçoivent un salaire conforme à l'ordonnance. Il est aussi décrété que toute employée requise d'attendre dans le local soit payée pour le temps ainsi occupé, le montant à payer aux travailleuses aux pièces devant être le taux fixé pour la classe à laquelle elle appartient.

UNION INTER. DES TRAVAILLEURS TOUS LES 1er et 3e mercredis à 8 heures p.m., à la salle de l'Union du Commerce, 149 rue St. Jacques. Prés., H. Sasseville, 115 Maltonne; Sec.-Treas., G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Trésorier, E. Ouellet, 178 Boyer; Agent d'affaires, A. Roy, 182 Sainte-Catherine Est.

UNION INTERNATIONALE DES VAILLANTS ET TRAVAILLEURS EN CUR. LOCAL 71. — Assemblée le 3e lundi de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle de l'Union du Commerce, 149 rue St. Jacques. Prés., H. Sasseville, 115 Maltonne; Sec.-Treas., G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Trésorier, E. Ouellet, 178 Boyer; Agent d'affaires, A. Roy, 182 Sainte-Catherine Est.

MUSICIANS' PROTECTIVE ASSOCIATION OF MONTREAL LOCAL No. 406. — Assemblée le 1er et 3e vendredis de chaque mois, à 8 heures du matin, à la salle des Musiciens, 206 Saint-Denis. Président, J. C. Molinari; Sec.-Treas., G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Trésorier, E. Ouellet, 178 Boyer; Agent d'affaires, A. Roy, 182 Sainte-Catherine Est.

CLUB OUVRIER SAINTE-MARIE DU PARTI OUVRIER. — Assemblée tous les 1er et 3e lundis du mois, à 8 heures du soir, à la salle de l'Union du Commerce, 149 rue St. Jacques. Prés., H. Sasseville, 115 Maltonne; Sec.-Treas., G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Trésorier, E. Ouellet, 178 Boyer; Agent d'affaires, A. Roy, 182 Sainte-Catherine Est.

INTERNATIONAL BROTHERHOOD OF STATIONARY FIREMEN AND OILERS. — Meeting every 2nd and 4th Tuesday of the month, at the Monument National, Room 15. President, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec.-Treas., J. H. Dufort, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL. Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec. FRANCIS PAYETTE, Surintendant. 8-10 rue Saint-Jacques. Heures de bureau: 9 a.m. à 5 p.m. Tél. Dépt. des femmes: Main 2133. Tél. Dépt. des hommes: Main 2241.

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, Débardeurs et Terrassiers, Commis et Sténographes. Les propriétaires et les agents des chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

FRATERNITE UNIE DES CHARRIERS, TIEUX-MENUISIERES D'AMÉRIQUE LOCAL 134. — Fortuna Donet. Président, H. Bégin; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS D'HAUTE COUTURE. — Assemblée de chaque mois, à 8 heures p.m., au No 417, rue Ontario Est. Président, J. B. Roy; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

LOGE SAINTE-MARIE No. 234 DE LA FRATERNITE DES WAGNONNIERS DES VOIES FERRÉES D'AMÉRIQUE. — Assemblée le 1er et 3e vendredis de chaque mois, au No 417 rue Ontario Est. Président, J. B. Roy; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

FRATERNITE UNIE DES CHARRIERS, TIEUX-MENUISIERES D'AMÉRIQUE LOCAL 134. — Fortuna Donet. Président, H. Bégin; Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

UNION No. 158 DES CHARRIERS, LOCAL 158. — Assemblée tous les vendredis à 8 heures, à leur salle, 2420 Ontario Est, Maltonne. Président, J. A. Gauthier, 48 St. Germain, vice-président, Jos. Letendre, Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES DECORATEURS, LOCAL 349. — Assemblée tous les lundis à 8 p.m., 417 Ontario Est. Président, C. Langlois, 533 Montcalm; Vice-président, Ed. Dufort. Sec.-Treasurer, A. Huot, 614 Mettina; Sec.-Fin., G. Gauthier, 44 Avenue. Sec. Trésorier, G. Gauthier, 723 rue Lafontaine; Sec. Adm., Jos. St-Hilaire, 500 Dorchester Est; Sec. Fin., Sec. Trésorier, Louis Gaudouy, 201 rue Drolet.

MELCHERS GIN CANADIEN. Après une partie contestée, afin d'éviter les refroidissements le joueur de Golf prendra un verre de GIN CROIX D'OR fabriqué à Berthierville, Qué., sous la surveillance du Gouvernement Fédéral. Rectifié quatre fois, vieillit en entrepôt. Trois Grandeurs de flacons GROS—MOYENS—PETITS. The Melchers Gin & Spirits Distillery Co., Ltd. MONTREAL.

For SORE THROAT GOLD IN CHEST etc. Chas. F. Titon, Fairville, N.B. writes: 'I wish to inform you that we consider your MINARD'S LINIMENT a very superior article, and because it is a sure relief for sore throat and chest, I would not be without it if the price was one dollar a bottle.'



High Wages Boom the Production

Big business has seen a light. It now recognizes that high wages increase efficiency and production. At last it admits the truth of what organized labor has been preaching for years.

Intelligent and skillful labor, equipped with the best machinery, can give lower production costs at high wages than inefficient labor at the wages prevailing in Asia.

As the Worker sees his World

Summary and Digest of Important Events of the Week, Here and Abroad.

Montreal was pleased to hear that the Pennsylvania coal strike was averted and that a two-year wage agreement had been signed between miners and contract operators.

Trades & Labor Congress of Canada in Convention

The thirty-ninth convention of the Trades and Labor Congress of Canada opened Monday morning last at Vancouver. The attendance of delegates was representative but by no means the largest in their history.

Other resolutions were carried petitioning the Government of Ontario to amend the workmen's compensation act so that all workers shall be allowed the benefits of compensation.

Debate Campbell, Edmonton, said industrial unionism would destroy trade unionism and bring about conflict in the labor world between Canadian and United States workers.

Responsibility for returning the unemployed workers to their homes or provide them with means of sustenance until employment can be secured.

The second day took up much time in deciding that the Congress would continue its present form of organization. One section of a sub-resolution was adopted by a vote of 101 to 53.

The reading of the composite resolution brought a protest from Delegate Ken Brook of Toronto. He did not believe the motions presented consolidated the seven resolutions they replaced.

Debate Campbell, Edmonton, said industrial unionism would destroy trade unionism and bring about conflict in the labor world between Canadian and United States workers.

It is the spirit of co-operation that is needed, said R. Hewitt, Calgary. He could not see the advantage to be gained by introduction of resolutions such as those proposed by the committee.

ANOTHER LABOR BANK OPENED

From Pittsburgh, Pa., comes the good news of the opening of another labor bank. With a paid-up capital of \$125,000 and a surplus of \$12,500, the Brotherhood Savings & Trust Co., Pittsburgh's first co-operative labor bank, has opened its doors for public inspection and business.

The officers of the bank are: R. A. Kneff, president; W. W. Edinger, vice-president and secretary; H. N. Walker, W. T. Saul, D. D. Miller, and J. M. Munaw, vice-presidents, and L. H. Hamilton, cashier.

Chairman Tom Moore immediately demanded withdrawal of the term. "This chair," he said, "will not tolerate any aspersion on the integrity of any of the delegates attending this congress."

Mr. Kavanagh thereupon amended his statement which was accepted by the chair as a withdrawal. In a brief address, Mr. Moore stated that while the delegates had met to discuss matters concerning the Canadian labor movement, they could not as labor men ignore the progress, problems and anxiety of labor in other nations.

In Canada, labor had passed through a trying time. It had been faced by opposition, and serious and vexing problems, but it was still progressing and would progress, because it was founded on democratic lines.

A resolution was carried at the morning session of the Trades and Labor Congress protesting against wholesale importation of men for harvesting. It was decided to send the following telegram to Premier King and the Minister of Labor and Immigration:

It having been authoritatively stated that approximately 12,000 men have been induced to come to Canada for work in the western harvest fields, many of whom have been found physically unfit for such laborious work, numbers being made up on finally on August 25th.

was crystallized by J. MacDonald, Toronto, who said he had to admit that trades unionism in Canada was at a crisis; their organization was at a lower level than ever before, and unless they found and remedied the cause they would go lower still.

Belief that the Congress was on the right road was expressed by delegate J. McReath, Edmonton, who urged that bickering be stopped and a spirit of co-operation shown. The foundation had been built; it remained to construct the walls properly in accordance with constitutional methods.

Employing interests are in control of Canada, stated Para Pettipiece, of Vancouver, "and we can expect nothing but what we get as long as this condition continues." He was for a political movement that would move Canadian workers should pattern after their fellows in Britain.

Just before adjournment resolutions were passed deploring issuing of injunctions during the labor controversies, and promising to make every effort to have the Criminal Code amended, making peaceful picketing and persuasion during strikes legal.

On Thursday afternoon Frank Hodges, the British fraternal delegate, was heard to advantage. Other fraternal delegates spoke also, notably J. W. Brown, general secretary of the International Federation of Trades Unions, representing over 20,000,000 members.

The financial report submitted by Secretary P. M. Draper, showed a total membership in 1923 of 121,842. Receipts were \$26,471; expenditures, \$22,288; balance, \$4,183.

The convention was in session on going to press. Further report will be made next week.

WANT BEER SERVED IN ROOMS

Probably the most frequent complaint heard in hotels is that no beer will be served in rooms. The subject has taken concrete form and some action is to be commenced to cure this trouble.

Brewers contend that hotel owners are losing great benefit from their taverns because they are not given the privilege to serve beer in rooms, as occupants of such rooms may obtain their supply of beer from nearby establishments licensed to sell by the bottle.

Another suggestion to be discussed at the meeting of the brewers and other licensees is the sale of wines in taverns, but neither the provincial Government nor the Liquor Commission is said to consider such change favorably.

Another suggestion to be discussed at the meeting of the brewers and other licensees is the sale of wines in taverns, but neither the provincial Government nor the Liquor Commission is said to consider such change favorably.

SLOW PAYERS TO BE PUNISHED

One of the problems of the City Treasurer is how to get the delinquent tax payers to understand what a burden he is to his fellows. City Treasurer Collins, in his annual statement, deals with this point as follows:

The preparation of the list of properties which are to be sold for taxes by the sheriff is becoming a more arduous task every year. The number of lots built and vacant on the list of 1923 will be over 25,000. Previous years' experience has shown that very few of these properties will be sold, as the taxes will be settled at the last moment, before the costs begin, with no additional charge.

Dope Fiends and the Prohibition

Every day prohibition and dope fiends are branded alike. In fact, there is too much said about prohibition being blamed for all the drug evils. The drug evil existed long before prohibition.

The trouble is to choose between all the evils and there is no doubt that regulation of the sale of intoxicants is the best way out of a natural difficulty. The sale of poisons is regulated in all countries.

It would be best to laugh at the whole business, were it not so serious. It's too sad for tears, and runs to bitterness where laughter comes. Listen to this from a big American newspaper:

The Philadelphia North American, which is militantly "dry," published recently a news article on the raids on rum shops conducted by the prohibition enforcement officer for Eastern Pennsylvania and Southern New Jersey.

INFANT MORTALITY NOBILITY AND LABOR

A steady decrease in the number of children who die under one year of age is recorded in the figures for the current year as compared with that of previous years, according to the return prepared by Dr. S. Boucher, Director of Public Health, dealing with infant mortality.

Dr. Boucher expressed satisfaction at the steady decline in infant mortality in the city but said the health authorities would not be satisfied until the mortality had been brought down to 10 per cent of births. Last year it was 15.9 per cent so there was still much to be done in educating mothers in the care of children.

LUMBER CAMPS WANT THE MEN

While the Trades Congress in convention at Vancouver are denouncing the importation of special labor for harvesting, the lumber camps are anxiously waiting for the harvester to get through and then they will use them.

Reports received at the Government offices indicate a record crop for this district, while forecasts that the hay yield will be the heaviest since 1912 are being made.

From Old London Town comes the news that a woman M.P. of noble birth in the Labor Party is a possibility. Lady Mabel Smith, one of the most active workers in the labor movement in the South of Yorkshire, has been adopted as parliamentary candidate by the party, and she will shortly be assigned to a constituency.

The Labor Party has ministers, colonels, one general, as well as hundreds of trade union officials among its active membership. Among the M. P.'s there are a former page boy to Queen Victoria and a man who will inherit vast estates and a hereditary baronetcy upon his father's death.

While the Trades Congress in convention at Vancouver are denouncing the importation of special labor for harvesting, the lumber camps are anxiously waiting for the harvester to get through and then they will use them.

She complains of never having time enough, yet I've watched her for over an hour trying to write one letter to Springfield.

For a few cents I'd put her in Springfield, and for 5 minutes the music of her voice would make somebody happy.

When she picks up a pen she gets so self-conscious that her letters—well, honest, they don't do her justice.

No pen helps a woman to express her real self, at her best, as I do—no postage stamp travels so fast.

I sometimes think her husband appreciates me more. Ho-hum!



Wonder what an idle Telephone thinks about?

While the Trades Congress in convention at Vancouver are denouncing the importation of special labor for harvesting, the lumber camps are anxiously waiting for the harvester to get through and then they will use them.

She complains of never having time enough, yet I've watched her for over an hour trying to write one letter to Springfield.

For a few cents I'd put her in Springfield, and for 5 minutes the music of her voice would make somebody happy.

When she picks up a pen she gets so self-conscious that her letters—well, honest, they don't do her justice.

No pen helps a woman to express her real self, at her best, as I do—no postage stamp travels so fast.

I sometimes think her husband appreciates me more. Ho-hum!

DEMANDEZ ASK FOR LA BIÈRE POPULAIRE THE POPULAR BEER MOLSON Brassée à Montréal depuis 137 ANS Brewed in Montreal since 137 YEARS



# Unemployment— Not the Problem

The reports of sermons and addresses on Labor Day, together with the many despatches and articles published from time to time harp a good deal on the blessing of work and the curse of unemployment. The sole object seems to be to get work—for somebody else.

When the granaries are full and the stocks are high in the plants, everybody is worried—because there is no demand—no want! Strange!

When the granaries are empty and the stocks are low—everybody is happy—because there is great demand—great want! Strange again!

It is not work that we want, it is food, clothing and shelter.

Work is not an end in itself; but a means to an end.

But everybody knows that—what is the use of being so childish?

Well, very few talk that way about unemployment.

Is unemployment caused by the fact that the work is done? Of course.

Elsewhere is the work to do? What is the meaning of introducing devices called "labor saving"?

The question is thrown back—"but what would you do if you were out of a job?" Look for work, of course; but, as sociologists should we discuss unemployment from that angle?

Will we solve the problem of unemployment that way?

When the problem is not unemployment; but to examine intelligently the system that makes unemployment a problem?

This suits the man next door. He climbs over the fence, takes away your product and sweetly tells you next morning to produce some more—because work is a blessing for you.

At present you have no power to either go and get your product back from him, nor to retain what you make the next day—nor even to refuse to make more. The Goblins will get you if you do, just try it.

And this will always be so as long as you fasten your affections on work as such, and not on the product of your work.

Of course, you want wages—because you don't want to retain the product of your work. You make nails; but you don't want to live on nails. You make silk pyjamas, but you don't want to wear them on all occasions.

So you exchange your work on nails and pyjamas for wages and in this way you surrender the nails and pyjamas. And the more you produce the quicker the market is glutted and unemployment sets in.

Apply this principle to everything you produce—food, clothing and shelter.

Put it another way.

A farmer employs some men to gather his potato crop. They work and when his cellars are full he tells them there is no more work. While they worked he fed them on potatoes. "Now," he says, "work is a great blessing but I am sorry, my cellars are full and I'm worried to death because I cannot get rid of the potatoes."

The potatoes rot on his hands because the men who gathered those potatoes believed that work was a blessing and was an end in itself, and walked away to look for more work—when the work was done.

Are our labor leaders going to solve the unemployed problem that way?

Are they fair to the worker if they make unemployment a problem?

If they do, we will have nothing but a lot of panic stricken people rushing around looking for work, paying no attention to the fact that owing to our present system and the improvement in production there is simply not enough work for everybody.

True enough, higher wages should enable more purchases, but it does not work that way; because higher wages are followed by higher prices; yes, the higher prices follow so fast that they get ahead and lead.

And crying "Unemployment" will never raise wages but will lower wages.

The employer pretends to rejoice when there is no unemployment; likely he has got himself into a charitable state by thinking that the absence of unemployment is a good thing for him. But it is not.

So we have everybody crying about the terrible amount of unemployment.

And it is terrible—if we allow a system to continue which makes it a problem.

Such confusion!

Work in itself is not a blessing, and we will not get efficiency as long as we think it is a blessing.

Work is a means to an end and efficiency will follow if we look upon it as such and produce as much as possible with as little work as possible.

Then we will approach the problem of exchanging our work, with the proper mental attitude.

But first of all let us rejoice that so much now produced with so little effort that there is a lot of unemployment—because the work is done and so well done—and quickly.

Unemployment is not the problem to solve, but as long as we think it is, hunger, cold and strife will stalk in the land.

SPiREa.

# Labor's Criticism of the Church

Christ the Carpenter, if he were present to-day, might have a lesson particularly applicable to the problem of industrial reform, which, it is asserted from some Labor quarters, the Church He founded either studiously avoids or simply neglects. The advice Christ gave to the young man of many possessions might not be relevant in all cases, as modern conditions go; but the fundamental principles of human relationship which He taught, we are told, lose none of their authority or pertinency because of the complexities of modern industry and social economy. But is the Church as negligent in her attitude toward industrial reform as her outspoken critics assert? There are both writers in the ranks of labor and clerico-economists who are convinced of the contrary, who assert that by showing the disparity between certain wages and human need, for one thing, the Church is blazing the way to economic reform—and the abolition of industrial slavery. The end of the twelve-hour day in steel, for which all the churches strove, may be cited as a case in point. The discussion, of paramount interest just now, is carried on in two articles appearing in *The Forum* and in a symposium of labor leaders in *The Homiletic Review*.

No one can speak for all American labor in regard to any subject, least of all, religion, writes Paul Blanchard, a union official, in *The Forum*. "There are as many attitudes toward the Church as there are workers," he goes on. "The Labor movement is made up of good Catholics, good Jews, independent Protestants, Bolsheviks, Southern Presbyterians, and infidels. The workers do not ordinarily think of their movement as having anything to do with the Church. It is neither hostile nor loyal. It is simply detached." Nevertheless there is an important connection between the two. Both believe that there are certain evils needing correction and "Labor believes that the Church must fight those evils or be untrue to its trust." First, there is the inequality of wealth. "The appalling facts of low wages in the factories and mines of America have been revealed by almost every official investigation." The Interchurch World Movement, we are told, recorded that seventy-two per cent of the steel strikers in the last great strike received less than a minimum of comfort wage. The Federal Industrial Relations Commission estimated that far more than half of our workers do not receive enough for food, clothes, shelter, and old age. This, explains the writer, "in the country of Newport and Palm Beach." Then the writer lists what he terms the "degradation of personality which accompanies the industrial system." He goes on:

"We are often accused of being materialists because we fight for a dollar an hour. But what does a dollar an hour mean to me? It means decent teeth, good milk for the children, the best doctor when the baby comes, and an occasional suit of clothes. It means that the children have some chance of going to high school, but not to college; it means that once in two or three years we have a vacation. It means a few magazines, and a victrola. It means forty-four dollars a week if we have an eight-hour day. It means that we may go to the poorhouse when we are old if we get fired."

"These are the human things for which we fight in the labor movement; we fight for money because money means more abundant life. We fight a losing battle in the richest country in the world because we are worth less as the years go on. Our human machines run down and the employers pay nothing for junk."

Labor fights also against the monotony of the machine process and the long hours of "uninspiring" work which reduces the workers in almost every industry to "the level of gear shifts, oil-spuns, and automatic stitiches," and makes the work itself "as glorious as the crank of a phonograph." Laborers, it is complained, "are bought and sold like cakes of soap and sacks of flour." They are told what unions they can belong to, but they can not dictate to what associations their employers may belong. In their struggle for collective bargaining the law, it is said, is often against them, and organizers are jailed without trial by jury.

What should the Church do? First of all, Labor "would like to have constant denunciation by preachers and church leaders of low wages, long hours, of the denial of real collective bargaining and the economic inequality of our society." To the denailog is suggested certain additional points: "Thou shalt not discharge a man

for being a radical. Thou shalt not pay workers a starvation wage if thou hast any gasoline in thy tank." And the name of Christ should not be mentioned in connection with a twelve-hour day. Secondly, the Church should make "fact studies" of modern industrial situations and make the truth known to the public. Thirdly, Labor wants the Church to give it some great personalities "like the late Bishop Williams of Michigan."

As it is, complains S. Yankowsky, editor of *Justice* (New York), organ of the International Ladies' Garment Workers' Union, "the Church is with the strong. When Labor will have become a force, then and then only will the Church be with Labor." Mr. Yankowsky participates in a symposium on what Labor thinks of the Church, conducted in *The Homiletic Review*. It is strange, he thinks, that the Church, which "ought to be with and for the weak, the helpless, the down-trodden," is "the mainstay of the oppressor, of the mighty, of the rich." In the same symposium C. F. Stoney, former editor of the *Intra-Mountain Worker* (Salt Lake City), writes that "the Church should 'bout face,' 'clean house,' weed out the followers of Mammon," and proceed to teach and practise the doctrines of Christ which are embodied in the Golden Rule and the Second Great Commandment. The Church, writes G. W. Perkins, editor of *The Cigar Makers' Official Journal* (Chicago), "preaches faith, hope, and charity. What is needed, he says, is more faith, plenty of hope, less charity, and more justice."

However, all labor is not so dubious about the Church's stand toward Labor. Hugh Frayne, general organizer of the American Federation of Labor, says in *The Homiletic Review* a symposium that he has no complaint to make and no criticism to offer in regard to what the churches generally do. "The church is doing all it possibly can for the workers to-day," he says. "Any one who makes a statement that the Church in general is not friendly to Labor is either very ignorant or very much prejudiced against religion in general," writes Daniel J. Tobin, general president of the International Brotherhood of Teamsters, Chauffeurs, Stablemen and Helpers. Of marked appreciation of the Church's effort is the letter of Phil E. Ziegler, editor of the *Railway Clerk* (Cincinnati), in *The Homiletic Review*.

"The splendid statement of the Federal Council of the Churches of Christ and the National Catholic Welfare Council on industrial and social problems; the stand taken by these and other churches, Protestant, Catholic and Jewish—on the right of Labor to organize and bargain collectively, employee representation in management, a more equitable distribution of the products of labor is the courageous report of the Interchurch World Movement on the steel strike; the attitude of the Federal Council on the open shop and the coal and railroad strikes, have left little to be desired by Labor. The influence of these great Church bodies is beginning to be felt. Their ringing declarations in favor of Labor's aims, the establishment of human brotherhood, and the elimination of economic injustice, has, I believe, done much to restore the workers' interest and renew their contact with the Church."

To turn again to *The Forum*, Dean William Palmer Ladd writes that few will maintain that the Church should ally itself with Labor or with any other social, economic, or political group. But that it should hold itself aloof is quite another matter. Dean Ladd, who is chairman of the Social Service Commission of the Federal Council of Churches, and a well-known Episcopal clergyman, notes that the complexity of modern social and industrial order has created a problem not only for the Church but for society as a whole as well, and for which neither has yet found a solution. But in seeking the solution of this problem the Church must do its share. The Church, he suggests, "can encourage in its members an intelligent attitude toward Labor." It must "insistently preach the necessity of reason and reasonableness if any progress is to be made toward the solution of the labor problem." It should be sympathetic with Labor. It should not be afraid of social change; it should be willing to work for what the Anglican Bishops assembled at Lambeth called "a fundamental change in the spirit and working of our economic life." Finally, the Church's attitude toward Labor must be charged with the religious impulse. "It should enable Labor to purify its aims and to work for them with unflinching zeal. It should lift the mind of the employer into the realm of ideal ends where such petty considerations as his own personal comfort and his property rights will shrivel to their true proportions and where he can see things and men in the light of eternal truth."

**WILL ITALIAN LABOR PREVENT WAR?**

Mussolini has won another glorious victory. The Knight of the Castor Oil Bottle at home has begun his foreign war against a weak enemy by breaking two treaties — that guaranteeing the neutrality of Corfu and the covenant of the League of Nations, bombarding a defenseless island and killing some poor refugees from the Near East. Thus he acquires "glory" and strategic position while doubtless gambling that Greece's weakness and Europe's war-weariness will save his foraging expedition from growing into a great war. It is a desperate risk.

Greece has appealed to the League of Nations. Whether on direct appeal from one of its members the league will be so important as in other European crises time alone will show.

Better than any hope in the league ought to be the hope in labor. Three years ago it would have been unthinkable that Italian labor would have permitted this swashbuckling. In 1920 it stopped the prosecution of war in Albania and prevented war with Jugoslavia. The railroad workers refused to carry troops, the dock workers to handle munitions. Foreign war would have ended in domestic revolution.

Those were the days when Italian labor had power. Then came the tragedy. Labor dissipated its energies on disputes over dogmas, issues remote from immediate realities. Its leaders fought like theologians over creeds and theses. Factions struggled for power over each other. Factionalism made Mussolini's advent possible and he has capitalized it.

Whether Italian labor can unite on

## HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

Le Monde Ouvrier-The Labor World  
The Official Bilingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers  
Member of the  
INTERNATIONAL LEAGUE OF WORKERS  
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique  
Gus. FRANCO, Editor and Publisher,  
Vice-President of the International Labor Press  
9-11 St. Paul Street West

## HIS MAJESTY'S THEATRE

NEXT WEEK  
"ORIGINALS"  
of the 3rd Division C. E. F. in their Band New Review  
RAPID FIRE  
Cast comprising 15 original "Dumbbells," "Red" Newman, Allan Murray, Jack Holland, Jimmie McGee, Leveaux Young, Gene Pearson, etc.  
EVENG. 8:00, 10:00, 11:00, 12:00, 1:00, 2:00, 3:00, 4:00, 5:00, 6:00, 7:00, 8:00, 9:00, 10:00, 11:00, 12:00  
SPECIAL MAT. — TUESDAY SEPT. 18

## ORPHEUM THEATRE

Comédie Française  
Saturday Matinee and Evening  
LA SONNETTE D'ALARME  
Next week, Starting Sunday Night:  
AMOUREUSE & MARTINE

## GAYETY

"Home of High Class Burlesque"  
TWO PERFORMANCES DAILY  
No change in old prices

## MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Bldg., 83 Craig Street West  
185 St. Catherine West  
180 St. Catherine East  
2575 St. Catherine East  
1657 Papineau Avenue  
128 St. Denis  
1945 Park Avenue  
5022 Sherbrooke St. W.

## QUEBEC NEW ENGLAND HYDRO-ELECTRIC CORP.

(formerly Montreal Public Service Corporation)  
263 St. James St., Montreal  
ELECTRIC LIGHT & POWER

## ANGLIN NORCROSS, LIMITED

General Contractors  
65 Victoria Street, Head Office  
Large employers of labor  
the year round.

## H. F. KING OPTICAL CO.

CONSULTING AND DISPENSING OPTICIANS  
731 St. Catherine St. W.  
Tel. Uptown 7850  
Between Mackay and Guy Sts.

## SIMMONS, LIMITED

Bedding Specialists  
400 St. Ambroise Street  
MONTREAL

## BUDYK & BUDYK, Attorneys for Plaintiffs.

Berl Belinsky, of the city and district of Montreal,  
Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted.  
Montreal August 1923.

## EVERYTHING IN RUBBER

Made in Canada  
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRIES

## HALLS TO LET

For Labor Meetings  
Apply to JOS. LAURIER  
415, Ontario East  
Tel. Melrose 1705J. Tel. East 3578

## THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee. :: :: :: ::  
A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

## PRINCESS THEATRE

HOME OF HIGH CLASS VAUDEVILLE  
Always a good show — Open for the season. No change in prices

## THEATRE ALLEN

St. Catherine W. Opposite Victoria St.  
Le plus beau théâtre de la ville  
Toujours un beau programme  
Vues de premier choix  
Titres en français et en anglais

## IMPERIAL THEATRE

Keith's high class vaudeville  
and pictures of the usual high class.  
NO CHANGE IN PRICES

## ALWAYS SOMETHING GOOD at LOEW'S

The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

## ORPHEUM THEATRE

Comédie Française  
Saturday Matinee and Evening  
LA SONNETTE D'ALARME  
Next week, Starting Sunday Night:  
AMOUREUSE & MARTINE

## GAYETY

"Home of High Class Burlesque"  
TWO PERFORMANCES DAILY  
No change in old prices

## MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Bldg., 83 Craig Street West  
185 St. Catherine West  
180 St. Catherine East  
2575 St. Catherine East  
1657 Papineau Avenue  
128 St. Denis  
1945 Park Avenue  
5022 Sherbrooke St. W.

## QUEBEC NEW ENGLAND HYDRO-ELECTRIC CORP.

(formerly Montreal Public Service Corporation)  
263 St. James St., Montreal  
ELECTRIC LIGHT & POWER

## ANGLIN NORCROSS, LIMITED

General Contractors  
65 Victoria Street, Head Office  
Large employers of labor  
the year round.

## H. F. KING OPTICAL CO.

CONSULTING AND DISPENSING OPTICIANS  
731 St. Catherine St. W.  
Tel. Uptown 7850  
Between Mackay and Guy Sts.

## SIMMONS, LIMITED

Bedding Specialists  
400 St. Ambroise Street  
MONTREAL

## BUDYK & BUDYK, Attorneys for Plaintiffs.

Berl Belinsky, of the city and district of Montreal,  
Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted.  
Montreal August 1923.

## EVERYTHING IN RUBBER

Made in Canada  
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRIES

## HALLS TO LET

For Labor Meetings  
Apply to JOS. LAURIER  
415, Ontario East  
Tel. Melrose 1705J. Tel. East 3578

## E. B. EDDY COMPANY LIMITED

HULL, Que.  
Montreal Branch:  
70 ST. PETER STREET  
HENRY E. BELL, Manager

## UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER

## THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

MONTREAL Canada  
TORONTO WINNIPEG

## ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

SAULT STE. MARIE, CANADA  
Cable Address "Algostat" Code used WESTERN UNION

## Steel Products of Every Description

From ore to finished product — all within the Empire.  
BRITISH EMPIRE STEEL Corporation, Ltd.  
Canada Cement Building, Montreal

## International Time Recorders

Make every man his own timekeeper. All styles for all businesses. Also Makers of International Dayton Scales and International Sorting and Tabulating Machines.

## P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

General Contractors  
701 Transportation Bldg., Montreal  
William Lyall, Pres. & Man. Director

## LAPORTE, MARTIN LIMITED

EPICIERS EN GROS  
584 rue Saint-Paul Ouest  
Tel. Main 3766 MONTREAL

## The Spanish River Pulp & Paper Mills, Ltd.

Manufacturers of Newsprint Paper  
SAULT STE. MARIE, Canada  
Mills at Sault Ste. Marie, Espanola and Sturgeon Falls, Ont.

## HOWARD SMITH PAPER MILLS, LIMITED

Makers in Canada of High Grade Papers  
Head Office: 138 McGill Street MONTREAL

## SEVEN IMPERIAL

de l'arsenal est toujours le meilleur.  
Faites en l'esal, vous en serez convaincus.  
CONSERVEZ VOS ENVELOPPES.

## Canadian Car & Foundry Co. Limited

Passenger, Freight and General Service Cars for Steam and Electric Railways.  
Transportation Bldg., Montreal

## FURNITURE AND HOUSE FURNISHINGS

In all branches is our specialty, with 25 years experience. Our idea always has been that square dealings make lasting friends. Our credit terms most liberal. Try us.  
Metropolitan House Furnishing Co., Limited  
32 Notre Dame Street W., Montreal

## A GREAT CANADIAN INDUSTRY

Operating 17 mills  
Employing 10,000 people  
THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED  
Montreal — Toronto — Winnipeg

## EVERYTHING IN RUBBER

Made in Canada  
RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRIES

## HALLS TO LET

For Labor Meetings  
Apply to JOS. LAURIER  
415, Ontario East  
Tel. Melrose 1705J. Tel. East 3578

# The Bugaboo of Radicalism

Fear of radicalism and panic about the spread of "red propaganda" are symptoms of American nervousness which threaten contagion to Canada, according to some Canadian newspapers that would prefer to have their readers emulate the traditional phlegmatic mind of their British forbears. It is recalled that after Philip Snowden introduced a measure in Parliament to make Britain over to a Socialist Commonwealth, he was not seized by the police and immured, but on the contrary was invited to sit at the table with the King and Queen. Last year a Canadian member of Parliament might perhaps think of emulating the Snowden example, it is humorously suggested that in Canada the next meal he took might be in prison rather than in a palace. One of the most admirable characteristics of the British, we are told, is their temperamental disinclination to be stampeded by false alarms, and that is why various Canadian editors think it would be better for Canada to be a little more British in this particular. To *The Ottawa Evening Citizen* it seems noteworthy that many who are most active in manifesting exaggerated alarm "at the spread of radicalism" are men of public opinion or leaders of country-wide organizations, and it goes on to say:

"For instance, the American Bar Association recently printed a document in which it was set forth that there were a million and a half or so extreme radicals in the United States.

As evidence, the lawyers summoned the well-known but unnamed "good authority" in the United States took up the challenge of the Bar Association and showed that, by applying a little common sense to the statements made, the legal fraternity was trying to show that one adult male of every four in the Republic was a dangerous character, bent on overthrowing the Constitution by force; and that the evidence on which this interesting news was based would be absolutely worthless in a court of law. Not long ago an eminent American and head of an international fraternal organization, brought terror to the heart of the timid by declaring that "radicalism" was more widespread in Canada than in the United States. So, on the basis of the American Bar Association's computation, about one, say, in every three men you meet in this fair Dominion of ours has a bomb concealed about his person and is in direct communication with Moscow."

The *Ottawa Evening Citizen* calls attention then to the statement of a contributor to a New York periodical to the effect that England is a hundred years ahead of America on the road which he had always assumed to be the most direct line to revolution. Yet he finds England "efficient and imperturbable" and—

"He hears a member of Parliament introduce a measure to make Britain over to a Socialist commonwealth — and the next day he reads that the member has been invited to break bread with the King and Queen! He is a guest at dinners where 'mine-owners sit down familiarly with agitators bent on the nationalization of mines', and his fellow guests argue State Socialism calmly, point by point, as a thing really to be reasoned about. He sees a score of other signs which on this continent would be considered heralds of the downfall of a nation and which

would make every Ku Kluxer turn purple with indignation.

"To not a few observers, the curious thing about it all is that Britain is actually admired for it, and particularly by the fearful ones. Remembering the outbreaks which arose on the occasions that Mr. Woodsworth, and one or two others suggested some comparatively mild 'radical' reforms during the recent session, it is rather difficult to imagine what horror and alarm would be manifested if Philip Snowden by some odd chance found his way into the Canadian Parliament and introduced his recent Socialist motion. He would not be invited to break bread next day. And if he wandered into the Senate, he would probably be jailed, tried for treason, and invited to break stones.

"This equitable poise of the Briton is one of the things that have made his nation great. He believes in the stability of his institutions, and in their soundness, and it will take more than a flurry of Bolshevik propaganda to make him think that there is cause for alarm or that the things he stands for, deep-rooted for a thousand years, are in danger of overthrow. And this attitude is worthy of genuine admiration and same emulation." — *Literary Digest*.

## SPRINTING BACK TO RUSSIA

It is difficult to repress a certain sympathy for Dr. Pavloff, famous Russian physical scientist and winner of a Nobel prize in 1904. Coming from clerical and revolutionary Russia, his first experience of the good order of the United States was in being robbed of \$2,000 in the Grand Central Station, New York. Having been invited to address the Edinburgh Congress of Physiology, he found himself refused a British visa on his passport because it had been issued by the Soviet Government — the only government in Russia.

# THE QUALITY WHISKY OF CANADA

SINCE 1859

# CORBET'S

SPECIAL SELECTED



CANADIAN RYE WHISKY